



## Janet Yellen, succession dans la continuité à la tête de la FED

Après huit années de service à la tête de la FED, Ben Bernanke laisse sa place à Janet Yellen qui occupait depuis quatre ans le poste de vice-présidente de l'institution. Mme Yellen, 67 ans, est titulaire d'un Doctorat d'économie obtenu à l'université de Yale en 1971 ; elle a enseigné à Berkeley, à Harvard ainsi qu'à la London School of Economics. Reconnue comme une économiste compétente, elle avait été une des seules voix à avertir les gouverneurs de la FED, dès 2005, sur les risques que faisait courir le marché immobilier américain sur l'économie mondiale. Joseph Stiglitz (prix Nobel d'économie en 2001 et l'un de ses anciens professeurs) dit d'elle que c'est « une des meilleures étudiantes que j'aie jamais eue ». Dans le milieu des Banques centrales, elle est perçue comme une « colombe », dont les préoccupations vont d'avantage vers le chômage et la croissance, que vers un contrôle ferme de l'inflation. Ses positions au sein de la FED ont toujours été dans la droite ligne de celles de Ben Bernanke, ce qui laisse penser que son action ira dans le même sens. Ainsi, lors de sa première intervention publique, mardi 11 février, consacrée à la présentation du rapport semi-annuel sur la politique monétaire, elle a indiqué que ni les chiffres décevants du chômage américain ni les problèmes rencontrés actuellement par les pays émergents n'empêcheront la FED de procéder à un ralentissement graduel (« tapering ») de ses achats d'actifs. Ceux-ci ont été ramenés, entre décembre 2013 et février 2014, de 85 à 65 milliards de dollars. Selon elle, la FED « continuera probablement de réduire ses achats d'actifs par étapes mesurées ». Janet Yellen a par ailleurs souligné que la politique monétaire de la FED demeurera pendant longtemps accommodante, même si le taux chômage descend en dessous de 6,5 % dont il est proche aujourd'hui.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 février 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro restent faibles et les évolutions de la monnaie et du crédit sont atones. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Comme indiqué précédemment, nous traversons actuellement une période prolongée de faible inflation, qui sera suivie d'une remontée graduelle vers des taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 % (...). Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. En ce qui concerne la volatilité récente du marché monétaire et ses implications éventuelles pour l'orientation de notre politique monétaire, nous suivons attentivement les évolutions et sommes prêts à examiner tous les instruments disponibles. Au total, nous restons fermement déterminés à conserver notre orientation largement accommodante et à prendre, si nécessaire, de nouvelles mesures décisives. »

#### 2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,0 % en décembre 2013, en légère baisse depuis octobre (12,1 %). Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,7 % en décembre 2013, en repli par rapport au taux de 10,8 % relevé en novembre. En décembre 2013, 26,200 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 19,010 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 162 000 dans l'UE28 et de 129 000 dans la zone euro. Comparé à décembre 2012, le chômage a décliné de 173 000 personnes dans l'UE28, mais s'est accru de 130 000 dans la zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,1 %) et au Luxembourg (6,2 %) ; à l'inverse, les taux les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,8 % en octobre 2013) et en Espagne (25,8 %).

### Actualité législatives

#### Publications au Journal Officiel

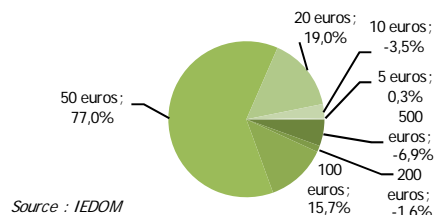
Ordonnance n° 2014-86 du 30 janvier 2014 allégeant les obligations comptables des micro-entreprises et petites entreprises

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=48A46640E4EBB5509ECOAAC9675D974C.tpdjo05v\\_3?cidTexte=JORFTEXT000028543329&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028543293](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=48A46640E4EBB5509ECOAAC9675D974C.tpdjo05v_3?cidTexte=JORFTEXT000028543329&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028543293)

## Fiduciaire : contraction de l'émission nette de billets

En 2013, l'IEDOM a mis en circulation 67,1 millions de billets (1 846,3 millions d'euros en valeur) et a procédé au retrait de 65,8 millions de billets (1 790,6 millions d'euros en valeur). L'émission nette s'éleve en conséquence à 1,3 million de billets (pour 55,7 millions d'euros), en recul de 1,3 % en volume par rapport à 2012 (-10,1 % en valeur). Les coupures de 50 euros restent prédominantes, représentant 65,8 % du volume (contre 71,3 % en 2012) et 77,0 % de la valeur (contre 76,1 %) de l'émission fiduciaire en 2013.

Emission nette de billets en valeur en 2013

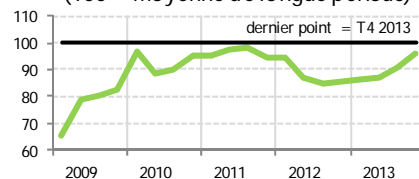


S'agissant des pièces, l'émission nette progresse fortement en 2013 (+10,4 % en volume et +61,8 % en valeur) et atteint 11,9 millions de pièces pour une valeur totale de 1,4 million d'euros. Les pièces de faible valeur faciale (1, 2 et 5 centimes d'euros) représentent 81,8 % du volume (contre 87,0 % en 2012) et 13,7 % de la valeur (contre 21,7 %) de l'émission divisionnaire en 2013.

## Indicateur du climat des affaires : amélioration en fin d'année

Le dernier numéro de [Premières tendances](#) à la Martinique, publié par l'IEDOM pour le quatrième trimestre 2013, fait apparaître un indicateur du climat des affaires (ICA) en hausse de 5,2 points, poursuivant sa progression pour le cinquième trimestre consécutif. L'ICA se situe désormais à 4,3 points en deçà de sa moyenne de longue période. Cette nouvelle amélioration s'explique principalement par les anticipations positives des chefs d'entreprise pour le premier trimestre 2014. Dans ce contexte plus favorable, les intentions d'investissement des entrepreneurs demeurent toutefois mal orientées, mais dans une moindre mesure par rapport aux trimestres précédents.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique (100 = moyenne de longue période)



# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

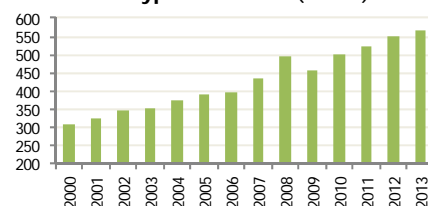
## Recensement : population en baisse au 1<sup>er</sup> janvier 2011

L'étude intitulée [Premiers Résultats](#), publiée par l'INSEE en janvier 2014 et consacrée au recensement, fait état de la diminution de la population de la Martinique. Ainsi, au 1<sup>er</sup> janvier 2011, 392 300 personnes habitent en Martinique, soit une diminution de 5 400 habitants par rapport à 2006 (-1,4 %). En comparaison, et malgré un ralentissement de leur croissance, les populations de Guyane et de Guadeloupe ont progressé sur la même période respectivement de 15,3 % et de 1 % (pour atteindre 237 500 et 404 600 habitants). Entre 2006 et 2011, la population a baissé dans 22 des 34 communes martiniquaises. La Martinique reste toutefois le département français d'Amérique le plus densément peuplé avec 350 habitants par km<sup>2</sup> (contre 248 pour la Guadeloupe et 3 pour la Guyane). Selon l'INSEE, ce recul démographique tient autant à la baisse de la natalité qu'au solde migratoire négatif.

## Grande distribution : hausse modérée du chiffre d'affaires des hypermarchés

En 2013, à l'issue d'un bon mois de décembre, le chiffre d'affaires annuel des hypermarchés s'éleve à 564 millions d'euros, en hausse de 2,5 % par rapport à 2012. Ce taux de progression est inférieur de moitié à celui de 2012, qui s'élevait à 5,4 %. Mais, il intervient dans un contexte d'augmentation modérée des prix à la consommation, l'IPC progressant de 0,7 % sur l'année alors qu'il était en hausse de 2,0 % l'année précédente.

Chiffre d'affaires des hypermarchés (en M€)



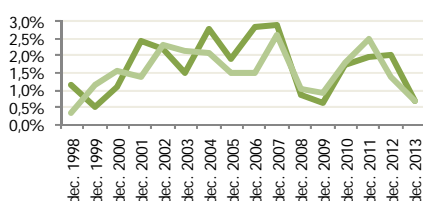
Parallèlement, les importations de biens de consommation sont en légère augmentation en 2013 et atteignent 380 millions d'euros, en hausse de 1,2 %.

## Prix : IPC en hausse de 0,7 % en 2013

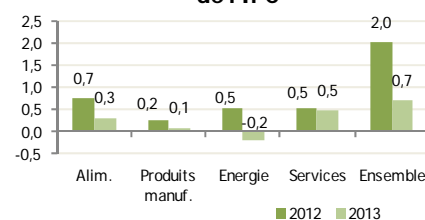
En Martinique, l'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 130,0 en décembre 2013, en hausse de 0,7 % sur un an. Dans le détail, les prix de l'alimentation (hors tabac) augmentent de 1,8 %, ceux des produits manufacturés de 0,3 %, ceux des services de 1,1 %, tandis que les prix de l'énergie diminuent de 2,1 %. La hausse modérée des prix tient pour l'essentiel à celle des prix de l'alimentation hors tabac (qui contribue à hauteur de 0,3 point) et des prix des services (0,5 point), alors que la contribution des prix de l'énergie est négative (-0,2 point).

À titre de comparaison, la hausse annuelle de l'IPC est de 1,0 % en Guyane, de 0,0 % en Guadeloupe, de 0,7 % au niveau national et de 0,8 % dans la zone euro. S'agissant de l'évolution des prix dans la zone euro, le Président de la BCE considère qu'il n'y a pas de risque de déflation en Europe.

Variation annuelle de l'indice des prix à la consommation



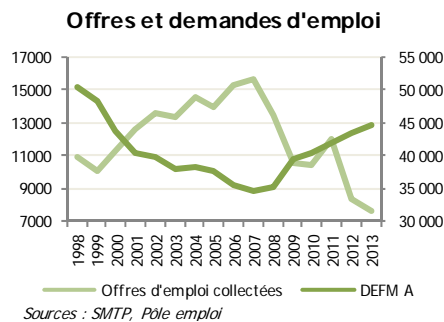
Contributions à la variation de l'IPC



## Emploi : nouvelle dégradation en 2013

L'année 2013 se caractérise par une nouvelle dégradation du marché de l'emploi à la Martinique. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A progresse de 2,7 % en glissement annuel pour s'établir à 44 583 à fin décembre. Parallèlement, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont en diminution de 8,4 % sur la même période. L'écart entre les offres et les demandes d'emploi continue donc de se creuser en Martinique.

Le nombre de bénéficiaires des prestations de Pôle emploi est en augmentation de 1,4 % en glissement annuel à fin décembre et atteint 22 181.



## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Commerce régional : 8,5 % des exportations et 17,7 % des importations en 2013

Les exportations à destination des pays de la région (Amériques et Caraïbe, hors DFA) progressent de 43,2 % en 2013. Mais, elles ne représentent que 8,5 % de la valeur totale des exportations martiniquaises (soit 33 millions d'euros). Dans le détail, les principaux destinataires sont l'Amérique du Nord et la Caraïbe avec respectivement 6,1 % et 1,4 % de la valeur des exportations de l'île (soit 23 et 5 millions d'euros). Hors produits pétroliers, les exportations vers les pays de la région sont toutefois en baisse de 27,5 % sur l'année (à 4 millions d'euros) et ne représentent que 1 % de la valeur totale des exportations.

Les importations en provenance des pays de la région augmentent de 5,4 % en un an, représentant 17,7 % de la valeur totale des importations (soit 467 millions d'euros). Les principales régions d'origine sont l'Amérique du Nord et la Caraïbe avec respectivement 13,4 % et 2,2 % de la valeur des importations martiniquaises (soit 354 et 57 millions d'euros). Hors produits pétroliers, les importations en provenance de la région reculent de 4,7 % en un an et se situent à 91 millions d'euros, soit 3,4 % de la valeur totale des importations de l'île.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- décembre 2013	130,0	+0,6 %	+0,7 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- décembre 2013	44 583	-2,7 %	+2,7 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- décembre 2013	22 181	-0,5 %	+1,4 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2013	38 272	+0,5 %	-7,0 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- décembre 2013	244,0	+3,2 %	+2,1 %
	Hors produits pétroliers	- décembre 2013	164,4	+2,3 %	+3,6 %
	Exportations (millions d'euros)	- décembre 2013	32,6	+34,6 %	-28,6 %
	Hors produits pétroliers	- décembre 2013	11,3	-7,2 %	-9,6 %
	Taux de couverture mensuel		13,4 %		-18,2 pts
	Hors produits pétroliers		6,9 %		0,0 pt
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- décembre 2013	74,2	+69,0 %	+6,2 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- décembre 2013	564,1		+2,5 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2013	16 681	-1,5 %	-3,2 %
	Retraits de cartes bancaires	- décembre 2013	4 703	-1,4 %	-0,4 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- novembre 2013	114 579	+7,0 %	+5,4 %
		- cumul annuel	1 469 732		+3,0 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- janvier 2014	40 726	+27,8 %	+45,5 %
		- cumul annuel	40 726		+45,5 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- janvier 2014	14 447	+14,0 %	-5,6 %
		- cumul annuel	14 447		+0,8 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- janvier 2014	802	-63,6 %	-11,4 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- janvier 2014	180	-26,2 %	+27,7 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		982		-6,1 %

# PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Janvier 2014)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0924%	0,1057%	0,1694%	0,2051%	0,2240%	0,2920%	0,3960%	0,5620%

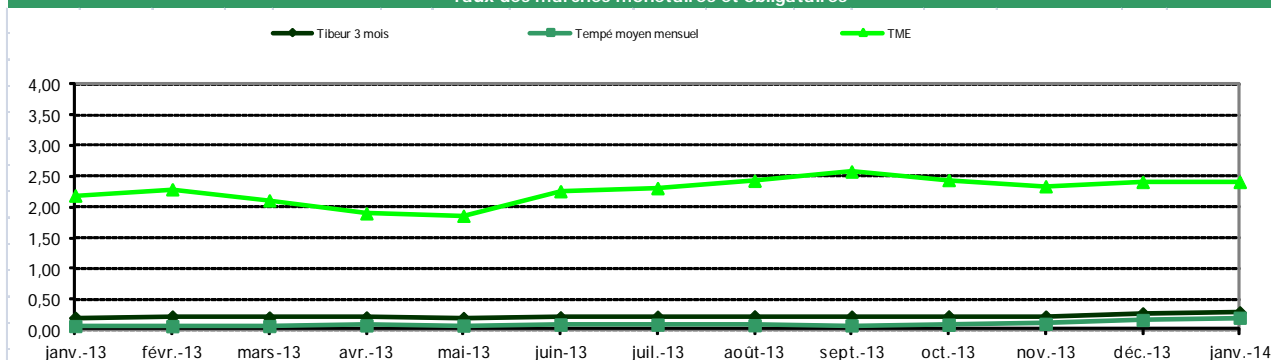
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
2,44%	2,34%	2,41%	2,41%	2,64%	2,54%	2,61%	2,61%

## Taux de l'usure (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	5,04%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux variable	4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,76%
Prêts-relais	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,83%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte (1)	13,31%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,36%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,12%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,35%	Découverts en compte (1)	13,31%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

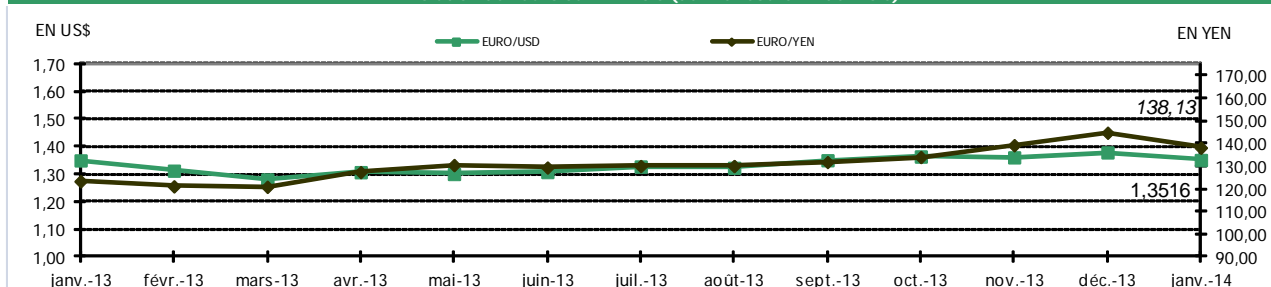
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3516	EURO/ZAR (Afrique du sud)	15,2836	EURO/SRD (Surinam)	4,4502
EURO/JPY (Japon)	138,1300	EURO/BWP (Botswana)	12,3098	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4139
EURO/CAD (Canada)	1,5131	EURO/SCR (Seychelles)	16,5656	EURO/DOP (Rép. Dom.)	58,042
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8214	EURO/MUR (Maurice)	41,2293	EURO/BBB (La Barbade)	2,6975
EURO/SGD (Singapour)	1,7278	EURO/BRL (Brésil)	3,2829	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,6437
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,4969	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,4851	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3117,453	EURO/XCD (Dominique)	3,641	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 1 bd du Général de Gaulle - CS 50512 - 972066 Fort-de-France Cedex

Achévé d'imprimer le 18 février 2014 - Dépôt légal : février 2014 - ISSN 1240-3822